



Mission régionale d'autorité environnementale

Île-de-France

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas,
dispensant de la réalisation d'une évaluation environnementale
la révision du plan d'occupation des sols (POS)
de Fontenay-Saint-Père (78)
en vue de l'approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU), en
application de l'article R.104-28 du code de l'urbanisme**

n°MRAe 78-062-2016

La Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France,

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001, du Parlement européen et du Conseil, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-28 à R.104-33 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la révision du plan d'occupation des sols (POS) en vue de l'approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) prescrite par délibération du conseil municipal de Fontenay-Saint-Père du 27 novembre 2014 en vue de l'approbation d'un plan local d'urbanisme (PLU) ;

Vu le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) débattu en séance du conseil municipal de Fontenay-Saint-Père du 24 mars 2016 ;

Vu la saisine de l'autorité environnementale reçue et considérée complète le 27 octobre 2016, pour examen au cas par cas de la révision du POS de Fontenay-Saint-Père ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France daté du 22 novembre 2016 ;

Vu la décision du 30 juin 2016 de la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France, portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la délégation de compétence donnée par la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France à son président pour le présent dossier, lors de sa réunion du 7 décembre 2016 ;

Vu la consultation des membres de la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France faite par son président le 19 décembre 2016 ;

Considérant que le projet de PADD joint au dossier de demande d'examen au cas par cas prévoit de poursuivre la croissance démographique de la commune au rythme de 0,75% par an en moyenne pour les dix prochaines années, permettant ainsi d'atteindre une population de 1100 habitants à l'horizon 2030 ;

Considérant que l'atteinte de cet objectif nécessitera la construction de 37 logements ;

Considérant que, pour répondre au projet communal, un besoin de 2,5 hectares dédiés au développement de l'offre d'habitat a été calculé, et qu'une analyse jointe au dossier de la demande montre que cette surface peut être mobilisée dans des « dents creuses » situées dans l'enveloppe urbaine ;

Considérant, en conséquence, que le projet de PLU ne prévoit aucune extension de l'enveloppe urbaine et que les zones à urbaniser dans le POS en vigueur et situées en extension de l'enveloppe urbaine seront reclassées en zones naturelles ou agricoles ;

Considérant par ailleurs que le projet de PADD comporte des orientations visant à préserver les espaces boisés et les espaces boisés classés, à protéger les éléments du patrimoine bâti, à renforcer les continuités écologiques existantes par la création ou la réhabilitation des haies arbustives, des arbres d'alignement ;

Considérant, au vu de l'ensemble des informations fournies par la commune de Fontenay-Saint-Père, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, que la révision du POS communal n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

DÉCIDE

Article 1er :

La révision du POS de Fontenay-Saint-Père, prescrite par délibération du conseil municipal en date du 27 novembre 2014 en vue de l'approbation d'un PLU, n'est pas soumise à une évaluation environnementale.

Article 2 :

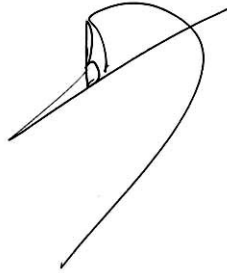
La présente décision, délivrée en application de l'article R.104-28 du code de l'urbanisme, ne dispense pas des obligations auxquelles la révision du POS de Fontenay-Saint-Père peut être soumise par ailleurs.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas de la révision du POS de Fontenay-Saint-Père serait exigible si les orientations générales du document d'urbanisme en cours d'élaboration venaient à évoluer de manière substantielle.

Article 3 :

En application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique de la révision du POS de Fontenay-Saint-Père. Elle sera également publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France.

Pour la mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France,
son président délégué

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, sweeping line that forms a large 'C' shape, with a smaller loop at the top left.

Christian Barthod

Voies et délais de recours

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.